



CERTIFICAT D'AUTORISATION

TACITE

Commune de
SAINT ROMAIN
DE JALIONAS

ARRETE N° 2020-093- URBA

Le Maire,

certifie que MME FRUGIER Patricia demeurant 28 Avenue des Sables 38460 SAINT ROMAIN DE JALIONAS .

est titulaire d'une decision de non opposition a la déclaration enregistrée sous le numéro DP0384512010050 pour un réhaussement d'un mur de cloture jusqu'à 1m60, le crépir et le peindre de la même couleur que la façade, récemment rénovée. , la production sera auto consommé sur site sur le terrain cadastre AR 394 sis 28 Avenue des Sables 38460 SAINT ROMAIN DE JALIONAS.

depuis le 17/08/2020.

Ce certificat est delivré en application de l'article R.424-13 du code de Purbanisme. Fait, a SAINT ROMAIN DE JALIONAS, le 30/09/2020

Nicolas ROMANOTTO, le 30/09/2020

Adjoint en charge de l'Urbanisme

Duree de validite :

Conformement a Particle R 424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est 'Aimee si les travaux ne sont pas entrepris dans le delai de trois ans a compter de sa notification au beneficiaire ou de la date a laquelle la decision tacite est intervenue. Il en est de meme si, passé ce delai, les travaux sont interrompus pendant un delai superieur a une armee.

En cas de recours le delai de validite est suspendu jusqu'au prononce d'une decision juridictionnelle irrevocable.

Le beneficiaire peut commencer les travaux apres avoir :

installe sur le terrain, pendant toute la dude du chantier, un panneau visible de la voie publique decrivant le projet. Le modele de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 a A 42419, est disponible a la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de materiaux.

Attention, l'autorisation n'est definitive quiet' ('absence de recours ou de retrait :

- dans le Mai de deux mois a compter de son affichage sun le terrain, sa legalite peut etre contestee par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le beneficiaire de l'autorisation au plus tard quinze jours apres le depot du recours ;
- dans le delai de trois mois apres la date de l'autorisation, Pautorite competente peut la retirer, si elle l'estime illegale. Elle est tenue d'en informer prealablement le beneficiaire et de lui permettre de repondre a ses observations.

L'autorisation est delivree sous reserve du droit des tiers : it verifie la conformite du projet aux *les et servitudes d'urbanisme. II ne verifie pas si le projet respecte les autres reglementations et les regles de droit prive. Toute personne s'estimant lesee par la meconnaissance du droit de propriete ou d'autres dispositions de droit Five peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, meme si l'autorisation respecte les regles d'urbanisme.